



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>84274</b>	<b>De M. Jacques Bompard</b> ( Non inscrit - Vaucluse )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Finances et comptes publics		<b>Ministère attributaire</b> > Économie
<b>Rubrique</b> > finances publiques	<b>Tête d'analyse</b> >équilibre budgétaire	<b>Analyse</b> > perspectives.
Question publiée au JO le : <b>07/07/2015</b> Date de changement d'attribution : <b>18/05/2017</b> Question retirée le : <b>20/06/2017</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Jacques Bompard attire l'attention de M. le ministre des finances et des comptes publics sur la situation économique de la France. La situation économique de la France est connue : la France a des dépenses de fonctionnement excessives dues au fait que l'ensemble des collectivités aussi bien locales que nationales embauchent trop dans l'espoir, illusoire d'ailleurs de se fabriquer un électorat servile. À cela vient s'ajouter pour les mêmes raisons démagogiques la destruction de l'industrie par les lois sociales et les 35 heures. Le traitement social de chômage en remplacement de droit en travail constitue la cerise sur le gâteau pour détruire économiquement notre société. La diminution des dotations de l'État aux collectivités locales au lieu d'être un remède est un poison puisque les collectivités locales en augmentant leurs impôts vont contribuer à creuser le déficit national. Le Gouvernement seulement conscient des échéances électorales semble vouloir polluer encore plus ce dossier économique en voulant augmenter le salaire des fonctionnaires : clientélisme oblige. Il lui demande, certes la philosophie du « après moi le déluge » ne date pas d'hier, s'il ne faut pas craindre les suites d'un tel mépris du bien commun.